

Camarades, bonjour à toutes et à tous,

Je vous remercie d'être venu à notre fête fédérale. Je tiens d'abord à remercier les camarades qui ont participé et qui participe à la bonne tenue de cette fête. Je tiens aussi à remercier nous amis du CASOL 70 et de ARINDA, d'être présent tous les ans.

Il est coutume maintenant de commencer un discours par : L'heure est grave camarade ! Et c'est le cas !

Le capital est au beau fixe, on le dit en perte de vitesse, moribond, mais il continue toujours et même plus encore son travail d'exploitation des hommes et des femmes. Nous sommes déjà à un an de gouvernance du Parti Socialiste. Certes, nous communistes, nous ne portons peu d'espoir sur Hollande et sa capacité à changer la société, connaissant les actes de sa formation sous Jospin avec les privatisations à tout va.

Il n'y a pas de tous pourris comme aime à le dire l'extrême droite. Mais les capitalistes qui ne s'occupent pas de savoir s'ils sont à gauche ou à droite dans l'hémicycle. Ils ont la même finalité, exploiter l'homme. La finance n'est qu'une des formes du capitalisme. Tout le système économique et politique capitaliste doit être renverser pas seulement ses méchants financiers qui gagnent de l'argent sur les honnêtes prolétaires. Nous ne sommes pas anti-libéraux comme a voulu nous le faire devenir Marie Georges Buffet, ni anti-finance, et ni anti-capitaliste mais pro-communiste, dans la proposition d'une société meilleure, pas juste dans l'opposition stérile.

Et oui nous sommes communistes, je ne dirais pas que cela fait du bien de l'être, mais n'ayons pas peur d'affirmer qu'un autre monde est possible, sans exploitation, sans lendemains difficiles, que la révolution est le seul moyen d'y arriver.

Je ne crois pas à l'idée de révolution par la réforme comme s'est résigné le PS mais aussi et malheureusement notre Parti avec les compromis qu'il cède en finançant le Front de Gauche. Tant que nous ne sortons pas du capitalisme, les réformes ne seront qu'un baume, une rustine contre les inégalités qui fondent ce système, un moindre mal.

L'heure est grave oui, Les ouvriers mais pas seulement eux sont attaqués de toutes parts.

Les capitalistes nourrissent la misère sociale, le chômage est au plus haut avec près de 11% de personnes dépossédées d'emploi. Les jeunes en font les frais, trop formés soit trop chers, mal formés ou non formés, sans expériences, toutes les mauvaises raisons sont bonnes pour les capitalistes de ne pas les embaucher et encore moins de les former en interne. J'en connais l'amer expérience !

Parlons de l'éducation et de la formation, étant un ancien étudiant et militant syndical à Besançon, j'y porte beaucoup d'attention.

Le gouvernement suit la même politique que son prédécesseur, avec la loi

Fioraso qui suit la LRU, la loi relative aux libertés et responsabilité des universités en réduisant les postes dans l'enseignement, la fermeture de classe et dans l'université : l'entrée massive des entreprises dans sa direction et surtout son financement soit la saint cro sainte volonté de les rendre autonome, soit dit autrement que l'État se désengage financièrement et que l'université à maintenant en charger sa masse salariale. Ce qui amène pour nous Haute-Saônois, et Franc-comtois, à se retrouver à fusionner avec l'université de Bourgogne, qui est tout aussi mal en point que la notre qui risque d'être en faillite à la rentrée.

Nous sommes déjà un département sans université, la part d'étudiants se formant ici étant minime principalement des BTS, IUFM et infirmières. Les 9/10èmes allant étudier dans le Doubs à Besançon, ce que j'ai fait d'ailleurs. Le département est déjà vidé de ses jeunes, la fusion va encore accentuer cela ; les obligeant maintenant à s'expatrier plus loin, Nancy ou Lyon étant de fait tout aussi attrayante que Besançon-Dijon. Comme dans toutes fusions, des filières sont appelées à fermer, en Franc-Comté bizarrement.

J'évoquerais aussi la fermeture du Collège Gérôme à Vesoul, volonté unilatérale de Yves Kratinger. Au lieu de rénover l'existant, il a préféré l'option de dépasser le dit collège dans les anciens bâtiments de l'IUFM, École Normale qui coûterait moins chers en rénovation. Je tiens à vous rappeler la présence du collège Jacques Brel à proximité. Ils entreraient ainsi en concurrence. Ce qui est inacceptable ! Il est même question pour les enseignants de faire cours dans les deux collèges. Cette fermeture n'est pas pour le bien de l'enseignement public, républicain et de qualité que nous voulons. A l'inverse de la fermeture, le liquidateur Kratinger porte le projet de construire un nouveau collège à Boulton dans son pré-carré ! Ce qui va desservir le collège déjà récent de Gy, tout proche. Et d'autre part, à qui va revenir les bâtiments du collège Gérôme ? A coup sûr pour le collège privé des Marteroy tout proche, qui est en recherche d'espace pour s'agrandir ! Encore une main tendue aux capitalistes. Il ne faut pas laisser passer cela !

La désertification de la région prend plusieurs formes. Même si nous, haute-saônois, la question de l'Université de Franche Comté nous paraître une question lointaine, elle en est une pour la formation de vos enfants. Il est important que l'on défende un service public d'éducation de qualité et de proximité surtout pour les ouvriers.

Comment assurer l'avenir de la société, de la jeunesse, quand 25% des 15-24 ans offrent leur force de travail et qu'on leur ferme les portes ? On préfère faire crever les plus vieux au travail que de donner leur chance aux jeunes, qui ne demandent que cela, de travailler. Et quand je parle d'avenir, je parle des retraites, de la solidarité entre les générations. Cela n'est pas un privilège comme on veut nous le faire croire ; que d'avoir un salaire socialisé après ses années de labeur. Mais un juste retour des richesses produites par soi et les autres. Pourtant Hollande, le PS et les capitalistes représentés en partie par le MEDEF, y mettent encore un grand coup de sabre.

Il n'est plus question de solidarité mais de soit disant abolition des privilèges,

entre le public et le privé. Avec pour mieux nous exploiter, réduire les acquis sociaux des fonctionnaires, pour les rabaisser au privé, au lieu de rehausser tout le monde.

Réduire des têtes est toujours plus facile que de les augmenter pour les capitalistes !

C'est à nous communistes de défendre ses acquis, de battre le pavé, pas seulement dans les urnes, pour que nos acquis soient confortés et améliorés et ainsi mettre à mal les capitalistes. Défendons la retraite à 60 ans avec 40 ans de cotisations voir les 37 ans et demi.

Demandons cela, prenons cela !

Qu'est ce qu'ils nous imposent pour renflouer la soit disant crise ? Passons par la retraite par capitalisation voilà la réponse du gouvernement. Allongons le départ, cotisons plus, recevons moins de pension ! Je ne pense pas ! Où sont les mesures de gauche ?

La solution clé en main proposée par le gouvernement et la droite veut favoriser les complémentaires retraites, gérées par les capitalistes financiers. Ce qui augmenterait par exemple le capital du frère de Sarkozy. Cela représente bien une attaque de nos acquis, seul les plus riches pourront espérer se payer une bonne retraite par cette réforme. Il ne faut pas que l'individualisme prime sur le collectif.

La solidarité fait parti de la lutte des classes ! Et oui, elle existe toujours, nous en sommes en plein dedans ! Le bateau capitaliste trace droit, ils sont plusieurs à tenir la barre, il ne changera pas de cap, la seule solution est donc de le couler avec ceux à bord.

Je suis confiant, nous sommes plus nombreux qu'eux !

Hollande tente de faire ce que Nicolas n'a pas réussi à donner à son frère et ses amis banquiers en 2010. Le capitalisme est sans merci, nous devons l'être aussi. Classe contre classe. Chers camarades, je vous invite à vous mobiliser sur ce sujet. Pour approfondir le sujet, nous organisons le 26 septembre, à Vesoul, une journée d'atelier formation sur le thème de la protection sociale et de la retraite, en présence de Bernard FRIOT, économiste, sociologue du Parti et membre du Réseau Salarial. Avec une réunion débat le soir, en présence de la CGT, et à confirmer de SUD PTT et de la FSU. Je vous invite dès à présent à y participer.

Il est grand temps de faire bouger les choses, pas que de rallumer les étoiles, elles ne se sont jamais éteintes. L'ANI est passé de manière anti-démocratique, ils veulent en faire tout autant avec la réforme des retraites avec qu'une seule lecture.

Montrons dans la rue, notre détermination à défendre les services publics d'éducation, de protection sociale. Mais aussi ceux du transport et de la santé.

Concernant les transports, La Haute-Saône est désertifiée encore ! La ligne TGV Rhin-Rhône traversant le département sans le desservir. La ligne Paris-Bâle, maintenant dite Ligne 4 qui s'arrête à Mulhouse est en service réduit ; tout étant tourné sur le TGV, plus cher mais pas plus rapide. La question de l'électrification de la ligne est toujours d'actualité et encore plus primordiale pour l'attractivité de notre département et l'accès facile à ce mode de transports plus économique et public. Ce combat n'est pas oublier et nous devons toujours le défendre fermement. J'ai pour cela participé avec Marcel Jazé, à la réunion publique qui c'est tenue à Mulhouse où il était question de la création d'une gare accolée à l'Euro-airport de Bâle Mulhouse Fribourg et qui desservirait la ligne en direction de Mulhouse. Nous avons été étonné de l'absence de la Franc-comté dans les participants au projet. Nous avons donc soulevé ce point et en avons profité pour défendre l'utilité de la Paris-Bâle, de son électrification, ce qui inciterait les Hautes-saônois à se diriger vers cette aéroport si le trajet ferré y est facilité par la réduction des changements de transports et de trains. Surtout qu'il est prévu jusqu'à 6 trains par heures et dans les deux sens en direction de Mulhouse. C'est qu'il y a un potentiel espérés de voyageurs venant de Franc-comté. Nous avons tout à profiter de cette future gare.

Passons maintenant à la question de la santé, Autre gros dossier, Lure subit année après années, réformes après réformes, la destruction du service public de santé. L'agence régionale de santé, s'attaque au SMUR de Lure, en voulant réduire comme peau de chagrin l'hôpital. Nous avons déjà perdu, la maternité, si nous ne nous battons pas l'hôpital ne sera plus qu'un centre de gériatrie, soit dit autrement, d'accompagnement à la fin de vie ou à terme n'existera plus. Il faut que l'on se re-mobilise sur la défense des services public de santé, que l'on redevienne le porte parole politique de cette lutte, que nous laissons trop souvent maintenant à la charge des syndicats. Le nouvel hôpital de Vesoul n'arrive pas à subvenir besoin du département ce qu'espérait l'ARS. D'où l'importance de soins de proximité.

Passons au dossier des élections municipales qui animent tous les débats et surtout au sein de la direction du Parti et de l'alliance du Front de Gauche.

Depuis Janvier, toutes les discussions sont tournées sur les municipales et en second plan, les européennes. La direction du Parti appelle à la création de listes Front de Gauche partout. Cependant, de ce que l'on peut déjà voir c'est que cette stratégie ne va être que peu existante dans les faits Vous savez très bien que dans notre fédération, nous n'allons pas suivre cette stratégie, vu que l'on remet en question l'utilité de ce Front de Gauche. Dans les faits, peu de listes seront estampillées Front de Gauche. La volonté de la direction du Parti à avoir un maximum d'élus n'incitent pas les camarades présents dans des mairies PS de se démarquer et de renier de tout leur travail avec ces mairies, pour aller faire une liste Front de Gauche, qui en plus, se désisterait au second tour.

Les calculs électoralistes vont bon train dans les sphères nationales du Parti.

Quitte à aller se compromettre avec n'importe qui tant que cela ramène des élus, même si certains seront des planches pourris. Nous sommes droits dans nos bottes en Haute-Saône, et n'avons aucune hésitation dans le fait de présenter à Vesoul, comme les fois précédentes, une liste initiée par le PCF avec le milieu syndical et associatif sans étiquette Front de Gauche qui n'a fait que se développer au fil des élections. Par contre, j'invite les camarades à se présenter dans les communes, même les plus petites. Nous sommes pour la lutte des classes, pas pour la lutte des places !

Il faut défendre nos communes, la base de la démocratie de proximité. L'acte 3 de décentralisation, insufflé la volonté de créer des regroupements de communes participant à l'ouverture à l'Europe. C'est surtout un manière d'écartier au plus loin le citoyen lambda des instances démocratiques. Voir de le déposséder de son pouvoir décisionnaire.

Les antennes des communautés de communes fleurissent dans les villages, comme à Quers, toute pimpante, bâtiment rénové et stand proposant les même services que la mairie toute proche. C'est une OPA hostile sur notre démocratie locale. Il ne faut pas laisser passer cela.

Je vous invite à signer la pétition lancée par la fédération, pour la dissolution des groupes d'extrême droite. Elle fait suite à l'agression politique dont a été victime Clément MERIC aux bords de la Gare Saint Lazare à Paris, par des membres du groupuscule fasciste JNR créé par Ayoub, un ami des Le Pen.

NO PASARAN !

Je veux enfin en venir au thème de notre fête de l'Étincelle, le Chili, avec l'anniversaire entre guillemets de la dictature de Pinochet. Nous avons le plaisir d'avoir avec nous des camarades Chiliens qui ont subi cette période. J'aimerais qu'ils partagent avec nous comment ils ont vécu cette période, pourquoi l'exile ? Et dans un second temps un parallèle avec les mouvements qui parcourent toute l'Amérique Latine. Une opposition franche et nombreuse de la classe ouvrière, pour leur emploi, des transports à prix corrects, la lutte depuis 2011 des étudiants chiliens pour une éducation gratuite, la fin de la corruption d'État.

Vive la Révolution !

Merci.

Cyril MORLOT.